

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Gruner
42000 Saint-Etienne

Saint-Etienne, le 27/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



TEINTURES ET APPRETS TRAMBOUZE S.A.

Le Poulailon
121 Chemin de la teinturerie
42460 SEVELINGES

Références : UID4243-EAR-22-187-v2

(Annule et remplace le précédent rapport référencé UID42-43-EAR-22-187 daté du 01/06/22)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2022 dans l'établissement TEINTURES ET APPRETS TRAMBOUZE S.A. implanté Le Poulailon 121 Chemin de la teinturerie 42460 SEVELINGES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre d'une pollution constatée dans le cours d'eau "La Trambouze".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURES ET APPRETS TRAMBOUZE S.A.
- Le Poulailon 121 Chemin de la teinturerie 42460 SEVELINGES
- Code AIOT dans GUN : 0006103500
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'entreprise est spécialisée dans la teinture sur fil et sur pièces, mais également dans les apprêts pour tissus.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Incident - pollution	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 512-69	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Prescriptions complémentaires	Code de l'environnement du 26/01/2017, article 181-45	/	Prescriptions complémentaires

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/07/2010, article 4.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant a, dès que possible, mis en oeuvre les moyens nécessaires afin de détecter la fuite et la réparer. Des investigations complémentaires sont maintenant nécessaires afin d'identifier les impacts dans les sols, les eaux de surface et les eaux souterraines.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Incident - pollution

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant « au préfet et » à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident « les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, » les effets sur les personnes et l'environnement « les mesures d'urgence prises, » les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. « Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Synthèse des faits :</p> <p>Par appel téléphonique le 24 mai 2022 vers 20h, l'exploitant a été prévenu d'un constat de pollution dans le cours d'eau la Trambouze (eau colorée bleu foncé). La responsable de l'entreprise s'est immédiatement rendue sur site et a constaté des écoulements de produits via des orifices du mur en béton séparant son site du lit du cours d'eau. Des pièces en bois ont été mises en place dans les orifices afin de stopper l'écoulement.</p> <p>Un débordement d'un réservoir de reprise des effluents de teinture positionné au sous-sol des ateliers avait été constaté en fin d'après midi sur le site (origine : erreur d'un opérateur ayant mis à l'arrêt des pompes de circulation des effluents, estimation de l'horaire : 16 h). Le sous-sol est aménagé en rétention et des grilles positionnées en point bas assurent une collecte des effluents et les orientent vers la fosse de relevage. Malgré cela, l'exploitant a initialement suspecté que cet incident pouvait être à l'origine de la pollution.</p> <p>Des pompes "vide-cave" ont été positionnées à l'extérieur des bâtiments, dans des puits présents à l'intérieur du périmètre de l'entreprise et situés le long du mur séparatif cité ci-avant. Elles ont permis de recueillir des effluents accumulés dans le sol, qui ont d'abord été stockés en GRV, puis par manque de contenants, orientés vers la station d'épuration du site.</p> <p>Le 25 mai 2022 au matin, l'exploitant a contacté l'inspection par téléphone. Il a indiqué le déroulé des événements de la veille et a précisé que le cours d'eau n'avait plus de coloration suspecte. Les pompes dans les puits pour purger les sols étaient toujours en action (pH de l'eau prélevée dans les puits : 9,7).</p> <p>Le 25 mai 2022, en début d'après-midi, l'inspection s'est rendue sur place. S'inquiétant des volumes de liquides extraits via les puits, l'exploitant a décidé de mener des investigations au niveau de la canalisation destinée au transport des effluents pollués depuis une fosse de relevage vers la station de traitement des effluents de l'usine (située à l'extérieur du site, à environ 300 m de la fosse de relevage). Une entreprise de travaux publics a réalisé des sondages à l'aide du pelleuse pour essayer d'inspecter la canalisation. Le cheminement de cette dernière n'a pas été complètement retrouvé, mais lors de la réalisation des "trous", des arrivées d'eau polluée (couleur bleue) ont été constatées. Il a également été observé :</p> <ul style="list-style-type: none">- de nouveaux écoulements de produits bleus dans la Trambouze via une canalisation en béton de collecte d'eaux de ruissellement de la colline,- des remontées de niveaux de produits dans les zones excavées et dans des regards de canalisations électriques lors de la mise en route des pompes de la fosse de relevage. <p>A 14h30, des analyses de la température et du pH ont été réalisées par un agent de l'OFB :</p> <ul style="list-style-type: none">- en amont du rejet dans la Trambouze : pH = 7,9 ; T°C = 17°C,- au niveau de la canalisation en béton : pH = 10,6 ; T°C = 31°C,

- dans la zone de mélange, 2 m en aval du rejet dans la Trambouze : pH = 9,19 ; T°C = 19 °C.

A 17h, l'entreprise a stoppé toutes ses activités et les pompes de la fosse de relevage. Vers 17h45, il a pu être constaté une diminution notable des rejets dans le cours d'eau. L'agent de l'OFB a indiqué ne pas avoir constaté, au voisinage du rejet, de mortalité de poissons ou d'invertébrés.

Pendant le WE de 4 jours suivant, l'entreprise est restée à l'arrêt et l'exploitant a mis en place une surveillance des installations et en particulier des remontées de liquides dans les zones excavées. Des pompes "vide cave" avaient été positionnées dans les zones excavées en cas de besoin.

Le 30 mai 2022, l'exploitant a contacté l'inspection pour indiquer que :

- la surveillance du WE a permis de constater l'absence d'écoulements de produits dans le cours d'eau et de remontées de liquides dans les zones excavées (les niveaux sont restés stables),
- les activités mettant en œuvre des produits liquides sont maintenues à l'arrêt,
- des travaux d'investigations de la canalisation ont démarré.

Un agent "responsable de la pêche" a indiqué de nouveau à l'exploitant l'absence de mortalité piscicole et d'invertébrés.

Le 31 mai 2022, l'exploitant a indiqué :

- avoir identifié la cause de la fuite (rupture de la canalisation au niveau d'une intersection avec une canalisation d'eau en béton),
- avoir effectué une réparation (manchon) qui a permis stopper la fuite et remettre en service les installations de l'entreprise,
- envisager prochainement un remplacement complet de la section de canalisation depuis les pompes de relevage jusqu'au portail d'accès de l'usine,
- souhaiter faire procéder à des analyses des effluents collectés dans les sols,
- l'absence d'écoulements colorés dans la Trambouze. Une mesure de pH au niveau de la canalisation en béton (cf paragraphe ci-avant) a été réalisée, il était compris entre 6 et 8.

Un arrêté municipal du 30 mai 2022 interdit de consommer pour la boisson et d'arroser les jardins avec l'eau provenant de la "Trambouze", ainsi que de pêcher dans cette dernière jusqu'à publication d'un nouvel arrêté préfectoral levant l'interdiction.

Suites à donner :

Pompage des eaux polluées :

Des effluents de teintures "usés" étant accumulés dans les zones excavées, l'inspection demande à l'exploitant **dès à présent** (signalé par téléphone le 31 mai 2022) d'assurer un pompage des eaux accumulées dans les zones excavées tant que cela est possible. Les effluents collectés pourront être orientés vers la station d'épuration de l'entreprise sous réserve qu'ils ne soient pas de nature à conduire à un dépassement des valeurs limites d'émissions fixées. Un stockage temporaire dans des containers sur rétention pour permettre une décantation des MES peut être envisagé.

Rapport d'accident :

L'inspection demande à l'exploitant d'établir, sous un délai de 2 mois, le rapport d'accident tel que prévu par l'article R 512-69 du code de l'environnement. En particulier, l'attention de l'exploitant est attirée sur :

- l'importance d'identifier les substances pouvant avoir été déversées dans l'environnement,
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire.

Observations :

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2010, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : <i>(Annule et remplace la rédaction du rapport UID4243-EAR-22-187 du 01/06/22)</i> La mise à disposition d'un plan des réseaux s'est avérée nécessaire pour effectuer les travaux de recherche de la canalisation enterrée par l'entreprise de travaux publics. Le responsable maintenance de l'entreprise, bien qu'absent, a pu en transmettre un exemplaire par voie électronique, permettant ainsi de localiser le tracé de la canalisation.
Observations : A l'issue des travaux envisagés de remplacement de la canalisation, le plan des réseaux devra être mis à jour (échéance : 31/12/2022)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prescriptions complémentaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article 181-45
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic de sol, surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Proposition de prescriptions complémentaires
Constats : La rupture de la canalisation et les écoulements des effluents de teinture "usés" sont une source potentielle de pollution des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines. En conséquence, nous proposons à madame la préfète de la Loire, en application des dispositions de l'article R 181-45 du code de l'environnement, d'imposer à l'exploitant les dispositions du projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui impose notamment : <ul style="list-style-type: none">- la réalisation d'analyses de sols au droit des zones d'écoulement,- la surveillance des eaux souterraines,- la proposition de mesures de gestions en cas de constat de pollution.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires